

**Arrêté préfectoral n° 492/DDPP/2022 portant rejet d'une demande d'autorisation  
environnementale**

**La Préfète de la Loire**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre du Mérite**

**VU** le Titre VII du Livre I du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment les articles L171-6, L171-8 et L172-1,

**VU** le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L511-1, L512-6-1, L514-5, R181-1 et suivants,

**VU** l'article R.181-34 du code de l'environnement qui prévoit expressément que « Le préfet est tenu de rejeter la demande d'autorisation environnementale dans les cas suivants :

« 1° Lorsque, malgré la ou les demandes de régularisation qui ont été adressées au pétitionnaire, le dossier est demeuré incomplet ou irrégulier »,

**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**VU** le dossier déposé le 19 novembre 2022 par la Chambre de commerce et d'industrie LYON Métropole SAINT ÉTIENNE ROANNE en vue de l'obtention d'une autorisation environnementale pour l'exploitation du Banc d'épreuve national,

**VU** le rapport de non recevabilité de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 24 janvier 2022,

**VU** le courrier du 21 juillet 2022 de réponse au rapport de non recevabilité,

**VU** le dossier complété déposé le 27 juillet 2022 ;

**VU** le rapport de proposition de rejet de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du 18 octobre 2022,

**CONSIDERANT** que les réponses apportées par courrier de l'exploitant en date du 21 juillet 2022 sont à intégrer à la nouvelle version du dossier transmise le 27 juillet 2022,

**CONSIDERANT** que les nombreuses incohérences entre le courrier du 21 juillet, le dossier déposé le 27 juillet et les études de sécurité au travail soumises à l'instruction des services de la direction départementale de l'emploi, du travail, et des solidarités de la Loire ne permettent pas de se positionner quant à la régularité du dossier déposé,

**CONSIDERANT** que l'étude de dangers fournie, incomplète, ne répond pas aux attendus des articles L.181-25 et D.181-15-2 du code de l'environnement et n'est pas adaptée à la bonne information du public,

**CONSIDERANT** en conséquence que le dossier n'est pas régulier malgré les demandes de complément formulées dans le rapport de l'inspection du 24 janvier 2022 et les éléments transmis par l'exploitant en réponse,

**CONSIDERANT** qu'au titre de l'article L.181-3 Alinéa I du code de l'environnement, « l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, selon les cas, et qu'en l'espèce la prévention de ces dangers et inconvénients, n'est pas garantie,

**CONSIDERANT** qu'au titre de l'article L.181-9 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut rejeter la demande à l'issue de la phase d'examen lorsque celle-ci fait apparaître que l'autorisation ne peut être accordée en l'état du dossier ou du projet,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La demande d'autorisation environnementale déposée le 19 novembre 2022 par la Chambre de commerce et d'industrie LYON Métropole SAINT ÉTIENNE ROANNE en vue de la régularisation du banc d'épreuve National , à SAINT-Etienne, ZI Molina La Chazotte, 5 rue de Méons est rejetée.

### **Article 2 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Etienne et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Saint-Etienne.

Le maire de Saint-Etienne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4 : Exécution**

Le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Étienne, le 27 OCT. 2022

Pour la Préfète et par délégation

**Le sous-préfet**

**Jean-Michel RIAUX**

copie adressée à :

- Banc National d'épreuve
- Z.I. Molina La Chazotte
- 5 rue de Méons
- 42004 SAINT-ETIENNE Cedex 1
- Mairie de Saint-Etienne
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives

